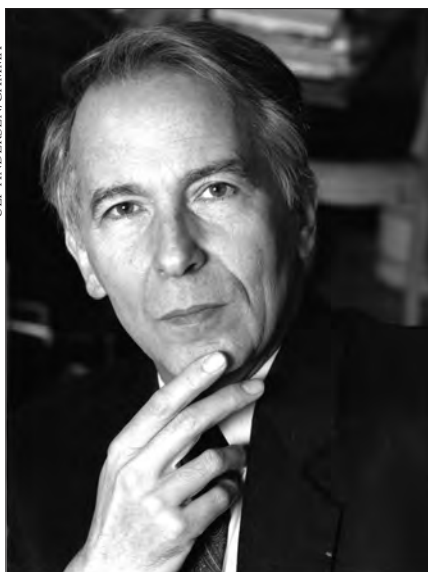


La nouvelle économie fera-t-elle le bonheur des hommes ?

Débat entre Octave Gélénier
et Philippe d'Iribarne (55)



Philippe d'Iribarne



Octave Gélénier

Dans son article de février dernier dans *La Jaune et la Rouge*, Philippe d'Iribarne (55) dénonçait le "manque de cohérence entre la gestion de l'économie et celle du social", et il avertissait son lecteur qu'une société constituée autour d'une économie de marché "pure et dure" peut difficilement éviter d'être "sans merci pour les faibles".

Au même moment, Octave Gélénier mettait la dernière main à son ouvrage *La nouvelle économie du xx^e siècle**, qu'il plaçait sous la devise "Liberté - Équité - Solidarité".

La Jaune et la Rouge a proposé à ces deux défenseurs du même bien commun de confronter amicalement leurs points de vue. Gérard de Ligny (43) rend compte, ci-après, des points-clés de leur échange.

Octave Gélénier :

Pourquoi est-ce que je crois à la convergence de l'économie libérale avec le bien commun ? Parce qu'elle va dans le sens de la vie : "initiative", "responsabilité", "entreprise" sont ses maîtres mots !

Son premier objectif est de créer de la valeur, de la croissance et de l'emploi, alors que dans l'économie collectiviste, le premier souci est d'organiser, réglementer et répartir.

Et cela se retrouve dans toutes les dimensions de la société libérale : politique familiale, culturelle..., ce qui donne à l'ensemble une capacité d'autorégulation beaucoup plus efficace que toutes les formes de planification.

Philippe d'Iribarne :

Qu'est-ce que l'économie libérale ? le renard libre dans le poulailler libre ? ou une économie convenablement régulée ? Là est le débat d'aujourd'hui. Il n'est plus question de solutions collectivistes, mais il faut une régulation de la concurrence. Celle-ci ne se régule pas d'elle-même.

* *La Nouvelle Économie du xx^e siècle, les 28 règles du jeu*, Édition Économica (avril 2000), par Octave Gélénier et Emmanuel Pateyron, 200 pages.

Octave Gélénier :

Ne minimisez pas cette régulation spontanée : elle nous épargne l'étouffoir de la planification autoritaire ; elle met la croissance économique entre les mains d'hommes personnellement intéressés à cette croissance ; ils en acceptent les règles draconiennes à l'égard des concurrents, des clients, du personnel, de l'environnement...

C'est ce qui a fait bondir le bien-être de populations entières, ainsi que le progrès scientifique et culturel.

Philippe d'Iribarne :

Le combat contre l'économie administrée est gagné, je m'en réjouis. Mais là n'est plus la question. Si le bilan de l'économie de marché, telle qu'elle a été pratiquée jusqu'à présent, est à bien des égards positif, c'est parce que ses excès ont été jusqu'ici en grande partie jugulés par la résistance qu'ils ont suscitée, et cela jusque dans les pays où le libéralisme est le plus triomphant, tels que l'Angleterre et les États-Unis.

Dans chaque pays, les contre-pouvoirs syndicaux, politiques et idéologiques ont sans cesse lutté, avec des résultats de grande portée, contre de multiples dérives du marché.

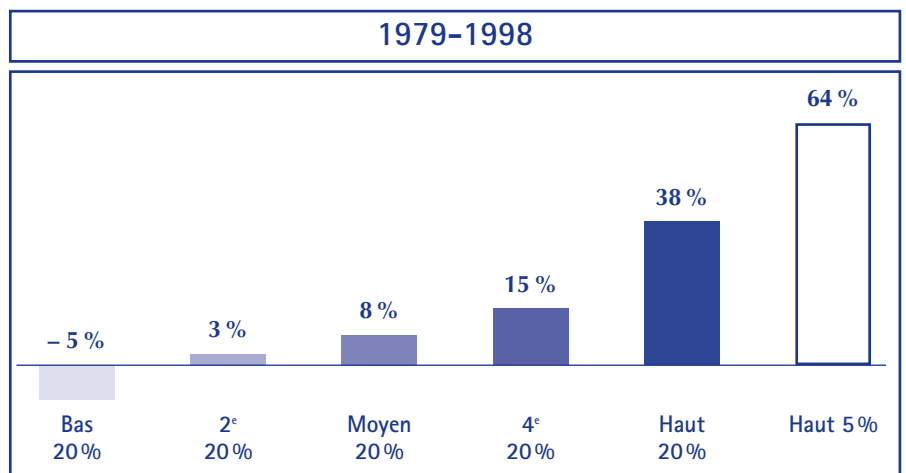
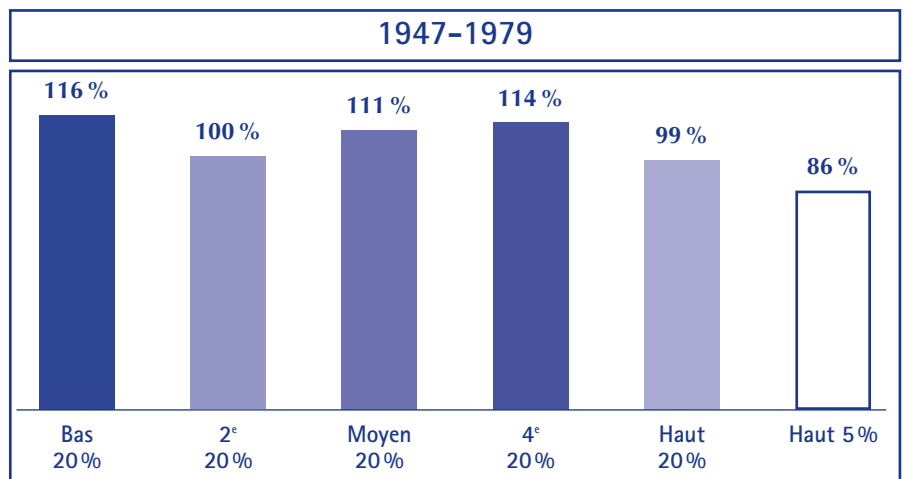
Pensez, par exemple, au New Deal ou à la législation du travail américaine, dont on ignore souvent le poids en France. Nous n'avons aucune raison de croire qu'une telle lutte est devenue superflue, même si la mondialisation la rend plus difficile.

Octave Gélénier :

Plus facile puisque le modèle libéral se répand partout dans le monde. D'ores et déjà les règles coutumières du monde marchand, héritées du Moyen Âge, ont été renforcées par des lois et des tribunaux, et le droit social se structure peu à peu dans tous les pays.

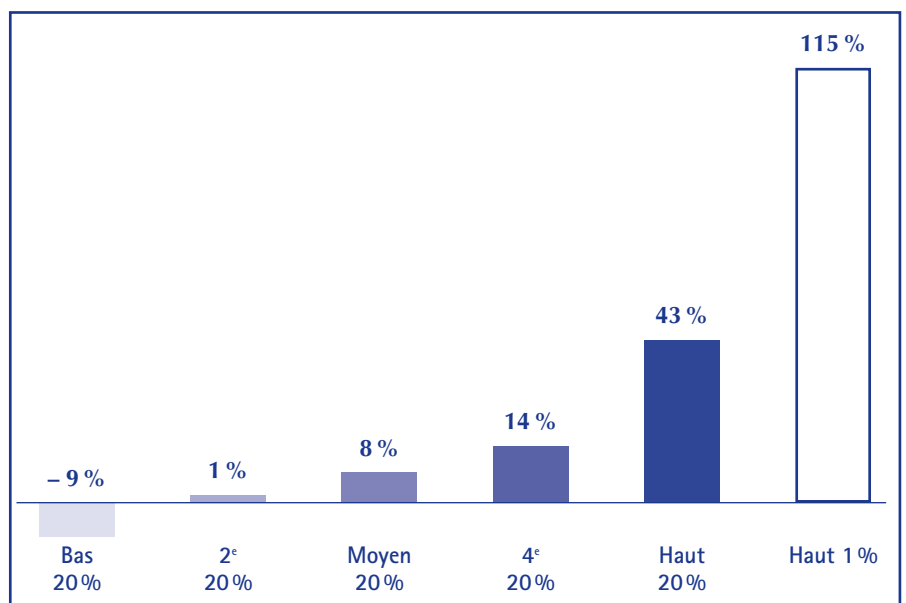
La démocratie est inséparable de l'économie de marché – les Chinois s'en rendront vite compte – et la démocratie, c'est le pouvoir de contester, de dénoncer les abus, de préserver les minorités.

Évolution du revenu familial aux États-Unis par quintile et pour la tranche supérieure de 5%



Source : 1947-1979 : Analysis of U.S. Census Bureau data in Economics Policy Institute, *The State of Working America, 1994-1995*, p. 37. 1979-98 : U.S. Census Bureau, Historical income Tables, Table F-3.

Évolution du revenu familial après impôts de 1977 à 1999



Source : Center on Budget and Policy Priorities, *The Widening Income Gulf*, September 4, 1999, citing Congressional Budget Office data.

Philippe d'Iribarne :

Et pourtant la société la plus libérale du monde – celle des États-Unis – ne préserve pas beaucoup les minorités. Voyez, par exemple, le statut des Noirs : est-il très enviable ?

Quant à la minorité des 20 % les plus pauvres, son revenu a baissé de 12 % entre 1979 et 1995, tandis que le revenu des 20 % les plus riches augmentait de 10 %. L'habitat des pauvres n'est pas meilleur : les reportages réalisés dans les hauts lieux de la "nouvelle économie" décrivent une situation tragique. Il est bien connu, par ailleurs, que la criminalité aux États-Unis est une des plus élevées du monde. Sommes-nous réellement dans le meilleur des mondes ?

Octave Gélénier :

Votre information sur les États-Unis me paraît un peu dépassée. Depuis 1995, la hausse des revenus s'est étendue aux classes les plus pauvres, la criminalité a baissé de moitié à New York et les petites gens du Mexique pénètrent en masse aux États-Unis pour y trouver des conditions de vie décentes.

On ne peut donc pas accuser le pays où le taux de chômage est le plus faible d'avoir un système économique antisocial. Nous sommes abreuvés en Europe d'informations biaisées tendant à prouver que le libéralisme américain, c'est l'horreur.

Philippe d'Iribarne :

Ne confondons pas fluctuations conjoncturelles et évolution structurelle et concernant la criminalité à New York, vous savez que c'est hélas un progrès très local, dû à un maire assez peu libéral.

Avez-vous vu de près la façon dont fonctionne la société américaine ? Avez-vous entendu parler des "working poors" ?

La course au profit, amplifiée par ce que vous appelez la nouvelle économie, suscite des comportements darwiniens : les forts y ont la voie largement ouverte, mais tant pis pour les faibles ! C'est le *vae victis*.

Octave Gélénier :

Il est exact qu'il existe aux États-Unis des poches de chômage et de

pauvreté similaires à nos banlieues à problèmes. Elles font l'objet d'un traitement particulier par le Gouvernement fédéral. La situation que vous décrivez va s'améliorer.

Philippe d'Iribarne :

C'est ce qu'on a dit de l'URSS pendant soixante-dix ans... Mais j'aimerais qu'on revienne à la logique d'un système économique fondé sur une concurrence pure et dure.

Cette logique impose une pression croissante sur les prix de revient et, en l'absence de tout régulateur, réduit à zéro la marge de manœuvre qui a longtemps permis aux chefs d'entreprises de traiter humainement leurs personnels en difficulté.

Octave Gélénier :

Êtes-vous sûr que cette gestion sociale, de type paternaliste, des travailleurs déficients était saine ? Je préfère la nouvelle formule selon laquelle la collectivité publique prend en charge les non-productifs et en répartit le coût entre les citoyens.

Philippe d'Iribarne :

Les travailleurs protégés deviennent donc des chômeurs assistés : croyez-vous que pour eux ce soit équivalent et que, pour la collectivité, cette suppression d'emplois avec hausse des charges sociales soit bénéfique ?

Octave Gélénier :

Supprimer des emplois périmés va dans le sens du bien commun. C'est pourquoi Tony Blair a approuvé, contre l'avis de 200 000 manifestants défilant dans la rue, la fermeture de Rover, en rappelant que la politique du Royaume-Uni était d'investir dans des emplois nouveaux plutôt que de garder des emplois sans avenir.

Philippe d'Iribarne :

Excellent principe, à condition qu'il y ait réellement création d'emplois nouveaux et que la cadence de reconversion soit compatible avec le temps nécessaire à ceux qui perdent leur emploi pour s'adapter.

L'économie de marché non régulée se soucie peu de ces conditions et supprime les phases de transition.

Pourquoi cette hâte ? Pourquoi cette "ardente obligation" que les zéloteurs de l'économie de marché imposent aux êtres humains ? Où est la fin et où sont les moyens ?

Quant à Tony Blair, il n'est nullement partisan d'une économie sauvage.



La nouvelle économie élimine le chômage et entraîne plus de 3% de croissance mondiale. Elle est inséparable d'une dynamique démocratique qui agit en faveur des plus pauvres, de l'environnement et des besoins non marchands. Les deux systèmes se complètent.

O.G.

Octave Gélénier :

Je ne trouve vraiment pas que la société française subisse une cadence infernale de réformes. Ses syndicats viennent même de se déclarer clairement partisans du "zéro réforme".

Philippe d'Iribarne :

Vous généralisez abusivement une prise de position circonstancielle de certains syndicats. Mais si on trouve ce type de position, c'est sans doute parce que les jusqu'au-boutistes de l'économie de marché font peur : la domination des puissances financières sur les entreprises inquiète particulièrement. Les entreprises elles-mêmes sont traitées comme des marchandises.

Octave Gélénier :

J'ai longtemps partagé moi-même une certaine défiance à l'égard de l'intervention des financiers purs dans le management des entreprises. Les

combattants du quotidien ne les perçoivent pas comme des partenaires durablement solidaires. Mais c'est à tort qu'ils sont accusés de se nourrir sur le court terme. C'est la bonne stratégie à long terme qui les intéresse, stratégie qui peut certes leur apporter des plus-values à court terme, mais qui assure, aussi et surtout, l'avenir de l'entreprise. Ils voient plus loin que les managers opérationnels et ils donnent aux fonds propres – cette grande ressource rare à laquelle ils ont accès – la meilleure affectation.

Philippe d'Iribarne :

Ainsi l'économie est gagnante, "le roi est victorieux"! ... mais où sont les citoyens?

Octave Gélénier :

Les citoyens ont de plus en plus de pouvoirs, grâce à la démocratie, à la diffusion médiatique, et à Internet.

Ceci me donne l'occasion de sortir, comme vous le souhaitez vous-même, de la prison de l'économie et de prendre conscience que l'on a autant besoin d'entrepreneurs dans la société civile et politique que dans l'économie.

Le pouvoir politique est généralement considéré comme le seul contrepoids au pouvoir économique. Mais étant le seul à disposer du droit à la violence, il a, même en régime démocratique, une forte tendance au monopole.

Les joutes électorales, qui le remettent en question périodiquement, ont toutes pour enjeu la conquête du monopole. Les entrepreneurs vigoureux, que ces joutes révèlent, sont des conquérants de clientèle comparables aux conquérants de marchés, mais non tenus au même respect à l'égard du client.

Philippe d'Iribarne :

Croyez-vous que les conquérants de marchés respecteraient leurs clients en l'absence d'une action publique? Que faites-vous de la "vache folle"? de Bhopal? de l'amiante ⁽¹⁾? ... sans parler de ce qu'a été le règne absolu du marché au XIX^e siècle.

Croyez-vous sérieusement à l'image d'Épinal du "bon entrepreneur" opposé au "mauvais homme politique"?

Octave Gélénier :

Je suis au contraire en train de rechercher quels contre-pouvoirs sont nécessaires pour empêcher les excès de l'économie de marché, dont vous vous préoccupez justement.

Je dis simplement qu'il ne faut pas compter uniquement sur le pouvoir politique (l'État) et que d'autres pouvoirs, issus de la société civile, sont en train de se développer rapidement.

Certes les syndicats, défenseurs d'intérêts catégoriels plus que du bien commun, ont une influence en déclin. Mais les mouvements écologistes ont montré leur force et d'autres organisations – dont on peut approuver ou non les objectifs et les méthodes – ont un impact indiscutable sur les excès de la "raison du plus fort". Je pense à des ONG telles que Green Peace, Amnesty International, Transparency International. Il y a dix ans, ce sont les campagnes contre l'apartheid qui ont coupé le financement des entreprises sud-africaines engagées dans ce système d'exclusion et qui ont finalement fait basculer le régime. Aujourd'hui, ce sont les entreprises multinationales elles-mêmes, et non l'ONU, qui ont organisé le boycott des usines du tiers-monde exploitant des enfants esclaves.

Philippe d'Iribarne :

Je me réjouis de vous voir enfin reconnaître qu'il faut s'opposer à la logique de "la raison du plus fort".

Mais c'est cette logique – que j'appelle darwinienne – qui est à la base de l'économie de marché et, si elle se déploie librement à travers le monde, aucune ONG ne pourra la retenir, ni secourir toutes les victimes qu'elle entraînera. Elle nous conduira à une société de maîtres épanouis et d'esclaves assistés.

Octave Gélénier :

Et si ces "esclaves" sont aidés à retrouver leur dignité par des offres d'emplois multipliées?

De plus en plus d'entreprises veillent à l'employabilité de leur personnel, dans l'éventualité de reconversions radicales que pourrait leur imposer le marché. Grâce à quoi chaque salarié peut gérer en véritable homme

libre "l'entreprise de soi". C'est ainsi qu'aux États-Unis, malgré le *vae vicis* qui, d'après vous y sévit universellement, le chômeur retrouve en quelques semaines un emploi, et parfois même en quelques heures, s'il utilise Internet.

Philippe d'Iribarne :

L'histoire ne dit pas quel emploi il retrouve; dans l'état de non-assistance où il se trouve, il ne peut pas faire le difficile.

Octave Gélénier :

Néanmoins, comme vous l'avez dit tout à l'heure, un petit salaire vaut mieux qu'une indemnité de chômage...

Mais revenons à l'essentiel: je crois que ce qui nous sépare, c'est l'importance donnée au progrès économique dans le développement général d'une société.

L'histoire montre pourtant qu'il compte pour plus de 50% et qu'il entraîne d'autres progrès. La critique de la croissance économique me paraît être un luxe de nantis; au Bangladesh, elle n'existe pas...

Sans doute faut-il être attentif aux imperfections de cette croissance, mais surtout ne pas mettre en doute la nécessité de l'accélérer.

Philippe d'Iribarne :

Ce ne sont pas les nantis qui contestaient à Seattle l'évolution actuelle du monde. Si le progrès économique apportait aux hommes tout ce que vous croyez, bien des signes de désespoir, le suicide, la drogue, la criminalité, n'évolueraient pas comme ils l'ont fait depuis cinquante ans, au cours d'une phase sans précédent de progrès économique.

Octave Gélénier :

Cinquante ans pendant lesquels l'espérance de vie a augmenté de dix ans dans les pays développés et de vingt ans dans les sous-développés; et au bout desquels 89% des Français se déclarent "tout à fait heureux" ou "assez heureux".

(1) Note d'Octave Gélénier: c'est l'État qui a imposé l'amiante dans les cahiers des charges des constructions scolaires des années 70, à titre de protection contre l'incendie. Les entreprises ont obéi.

Ce ne sont pas des performances humaines négligeables...

Philippe d'Iribarne :

S'ils étaient si heureux ils consommeraient moins de psychotropes. Nous sommes dans un moment difficile où on voit mal comment faire pour que, dans un monde ouvert à une concurrence de plus en plus sévère, le fossé ne s'élargisse pas entre les gagnants et les perdants. Partout on s'interroge sur la meilleure façon de réguler l'économie pour qu'elle ne remette pas en cause l'équilibre des sociétés.

La capacité des États à fournir une telle régulation est compromise par la mondialisation. Chanter des hymnes à l'économie de marché, prêcher que ses dysfonctionnements sont sur le point de disparaître comme par enchantement, traiter comme sans importance les maux associés à son fonctionnement réel, est-ce la manière la plus appropriée d'exercer nos responsabilités historiques?

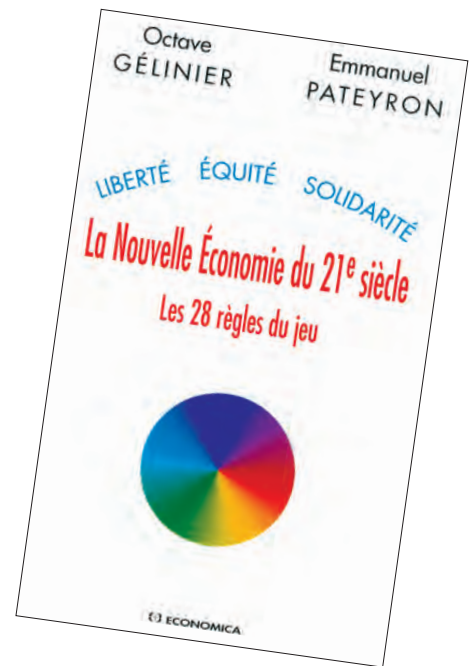
À défaut de faire le bonheur des hommes – ce serait trop lui demander – puisse la nouvelle économie ne pas

faire leur malheur ! C'est sans doute possible, mais ne va pas du tout de soi. Bien des luttes restent nécessaires pour que l'économie soit au service des hommes.

Octave Gélinier :

Sur ce dernier point, nous convergions parfaitement. À côté des entrepreneurs économiques, le monde a besoin d'entrepreneurs d'humanité qui se tiennent la main d'un bout à l'autre de la planète et imposent mondialement des mesures de précaution contre les excès de dynamisme des acteurs économiques.

Je crois que la société libérale est la plus propice à l'émergence de cette deuxième classe d'entrepreneurs. Jamais les individus, même les plus modestes, n'ont disposé d'autant de possibilités de s'informer, de choisir et de se coaliser librement, donc possibilité de peser sur l'évolution de la société où ils vivent, tant au plan économique que sociétal. Malgré le gigantisme apparent de certains pouvoirs, les oppressions et les exclusions ne peuvent aller qu'en régressant.



Philippe d'Iribarne :

Pour que ces entrepreneurs d'humanité aient un poids, encore faut-il que les acteurs économiques n'aient pas pris un pouvoir tel que plus rien ne puisse leur résister. ■